

<http://www.parsseveille.info/23-aout-2016-vingt-ans-depuis,3387.html>

Paris s'éveille !

www.parsseveille.info

23 août 2016... vingt ans depuis Saint Bernard

- Le Quotidien des Sans-Papiers - L'info au quotidien - Témoignages -



Date de mise en ligne : mardi 23 août 2016

Copyright © Paris s'éveille - Tous droits réservés

à mes amis, ceux qui sont là, ceux qui ne sont plus...

J'y étais, je m'en souviens. L'enthousiasme aura été énorme ce mois d'août 96 - presque autant que la dépression peut être profonde en cet été 2016 où s'annonce la réélection de l'abject Sarkozy. Le souffle de cette révolution portait loin. Mais ce n'est qu'aujourd'hui qu'on en prend toute la mesure, confrontés à l'effroyable fermeture des frontières imposée aux réfugiés par un gouvernement « de gauche » qui aura ainsi signé sa perte plus sûrement que n'avait pu le faire Jospin jadis en trahissant sa promesse électorale de « régularisation de tous les sans-papiers ».

C'est il y a vingt ans, en découvrant non seulement la splendeur des boubous mais l'intelligence politique que déployaient ces hommes et femmes en lutte, soumis de fait à leur questionnement, que deviendra palpable cette évidence que l'universalisme postulé par la philosophie n'est pas simplement une catégorie vertueuse abstraite mais bien une réalité vivante, une nécessité pratique.

Les sans-papiers de Saint-Bernard comme les réfugiés de La Chapelle (à deux pas), posent, à vingt ans d'écart, exactement la même question. Cette société veut-elle vivre et prospérer en s'enrichissant de tous les apports du monde, ou bien pense-t-elle vraiment qu'elle pourrait se replier sur elle-même sans ambitionner autre chose que de disparaître, probablement dans d'effroyables convulsions ? S'agit-il de bâtir ensemble un monde heureux ou de s'abîmer dans la petitesse et dans la haine ? Il semble qu'aujourd'hui le choix du suicide collectif soit bel et bien engagé.

Plutôt que d'entendre le message des Saint-Bernard, on aura préféré faire mine de ne rien comprendre. Trois cent « sans-papiers » appelaient à prendre en compte les réalités d'un monde désormais largement unifié, et c'est le culte de « l'identité nationale » qui leur aura répondu. Avec une si mauvaise réponse, on était bien sûr bien mal préparé pour recevoir les millions de réfugiés qui déferlent aujourd'hui, puisqu'on n'était même pas capables de « régulariser » alors - et depuis - quelques dizaines de milliers de sans-papiers. Or la question est la même, aujourd'hui plus clairement énoncée que jamais : cette société veut-elle s'ouvrir ou mourir ?

Quant au grand métissage, que les écrivains racistes du jour qualifient de « grand remplacement », il serait temps de comprendre qu'il s'est déjà produit. Depuis longtemps - sinon depuis toujours -, et de plus en plus, ces sociétés sont des réalités plurielles, faites de personnes, de cultures et d'énergies extraordinairement multiples. Le sanglot de l'homme blanc n'y pourra rien puisque l'événement s'est déjà produit et appartient manifestement au passé comme au présent et au futur. Pour aujourd'hui et pour demain la seule question qui se pose est de savoir si ces mutations se passeront bien ou terriblement mal. Ces peuples européens auront-ils du cœur et l'intelligence de leurs évolutions ou bien faut-il vraiment que la bêtise et la méchanceté s'imposent en semant tout le malheur et la destruction possibles ?

Doit-on avouer ici qu'à l'heure de l'amusante interdiction du burkini et de la grande confusion qui s'ensuit y compris à gauche, il est difficile d'entrevoir comment nous sortirons de ce puits ?

« Pour un monde sans-papiers », disions-nous à l'époque, devinant qu'on ne pouvait être entendus. « Ouverture des frontières » faut-il dire aujourd'hui, malheureusement sans beaucoup plus d'espoir - à l'heure où, pourtant, il n'y a en fait pas le choix. Mais pourra-t-on le comprendre à temps, avant que les catastrophes annoncées et enclenchées ne prennent encore plus d'ampleur ?

La République universelle proclamée par la Révolution française en même temps qu'elle mettait en place le redoutable Etat-Nation aurait finalement été vaincue par celui-ci ? Guidés par des politiciens sans imagination accrochés à on ne sait quelles prébendes et trop imbus de la force militaire coloniale, on n'aura gardé que la moitié du message, égarant l'Europe - et, peut-être l'Humanité entière - sur des voies sans issue.

On faisait en ce temps-là un journal, *Maintenant*, où Mamadou Dia tenait la rubrique « immigration ». C'est là, dans ce journal, qu'est apparu pour la première fois le mot « sans-papiers ». Mamadou avait suivi pas à pas, dès le début, l'occupation de l'église Saint-Ambroise, le groupe de « clandestins » - comme on disait jusque-là pour les sans-papiers - qui étaient partis du foyer de Montreuil où la plupart d'entre eux résidaient et, sur la ligne 9, s'étaient arrêtés à Saint-Ambroise pour y lancer leur mouvement.

Après quelques jours de flottements, ils étaient expulsés de l'église Saint-Ambroise, à la demande du curé du lieu comme de l'archevêché de Paris sous le patronage de Mgr Lustiger, complices du Préfet et de sa police - n'hésitant pas à violer le très ancien principe d'asile et protection pour tous fixé jadis par Saint Augustin dans la lignée de traditions pré-chrétiennes.

Ceux qui s'appelaient désormais « sans-papiers » se sont réfugiés alors rue Pajol, dans d'immenses locaux désaffectés de la SNCF, avec l'aide de quelques syndicalistes. Les dits « sans-papiers » structuraient là leur discours en deux idées simples : « *Des papiers pour tous* », « *au cas par cas, on n'en veut pas* ».

Mamadou les appelait alors les « pajoliens », et nous tenait au courant de l'évolution de la situation quasiment au jour le jour. Leur combat ayant gagné une certaine visibilité - leur apportant aussitôt popularité -, un groupe de personnalités, à la tête desquelles on trouvait Stéphane Hessel et Ariane Mnouchkine, s'instituait « *collège de médiateurs* ». Les dits médiateurs se proposaient pour intercéder auprès de l'administration, et pour ça demandaient aux sans-papiers de leur fournir leurs dossiers et opéraient eux-mêmes un premier tri : d'un côté les familles, de l'autre les célibataires, et tous les dossiers étaient classés par ordre d'ancienneté de présence sur le territoire. Le « cas » du célibataire arrivé là depuis moins de deux ans était considéré naturellement comme le moins défendable... Pourtant, les sans-papiers avaient bien dit qu'ils ne voulaient pas du « cas par cas »... Mais la dure logique administrative s'abattait même là, même au coeur de leur combat, imposée par ces braves gens qui croyaient bien faire en recadrant ainsi leur revendication, avec "réalisme". Comme on l'a malheureusement trop vu depuis, cette logique aura été si savamment entretenue par les Préfectures que le mouvement des sans-papiers n'en est toujours pas sorti depuis vingt ans.

Fin juin, menacés, sous pression, les « pajoliens » craignaient l'été, les vacances, pendant lesquelles le gouvernement fait ses « mauvais coups », nous expliquait Mamadou. (Les syndicalistes avaient repéré, depuis longtemps, cette propension aux « *mauvais coups de l'été* », une habitude malheureusement maintenue, ainsi qu'auront pu le constater les réfugiés, sauvagement agressés cette année tout particulièrement fin juillet-début août...)

C'est alors que les *pajoliens* opèrent un double mouvement : occuper l'église voisine de Saint-Bernard, où le curé semblait mieux disposé que celui de Saint-Ambroise, pendant qu'une dizaine d'entre eux engageaient une grève de la faim. Tout le mois de juillet la situation restait ainsi stationnaire, quand, tout à coup, un petit matin, la police arrive dans l'église à l'improviste pour embarquer les grévistes de la faim, les hospitalisant de force dans une dizaine de lieux différents dispersés en région parisienne. Cette opération « réussie » s'avérait bien vite un piètre échec : sans plus se concerter (en un temps où il n'y avait pas de téléphones portables...), les dix grévistes de la faim, approchant alors le 30e jour de jeûne, certains pieds nus, quittaient tous leurs hôpitaux respectifs pour regagner sans délai

l'église Saint-Bernard... Pire encore, la méthode avait choqué le public au point où se produisit une étonnante mobilisation au coeur de l'été. Un campement permanent s'installait sur le côté de l'église. Des centaines de personnes veillaient ou dormaient là toutes les nuits pour que la police ne puisse pas refaire un sale coup tel que cet enlèvement surprise des grévistes au petit matin.

Quelle ambiance ! Il y avait là, certes, quelques services d'ordre d'organisations gauchistes chapeautés par la LCR d'Alain Krivine, ou plutôt son « organisation de jeunesse » de l'époque, Ras-l'front. Mais il y avait aussi, dans l'église verrouillée jour et nuit par ces services d'ordre, une dizaine de personnalités éminentes, parmi lesquelles Léon Schwartzberg, pas tout jeune, et la rayonnante Emmanuelle Béart, qui tous les soirs s'installaient pour passer la nuit avec les grévistes de la faim. Plus émouvante encore, la foule des anonymes venus spontanément, telle cette dame arrivée seule après sa journée de travail qui dormait sur un trottoir, reposant sa tête sur son sac-à-main, à côté d'un punk ivre-mort écroulé dans le caniveau, non loin d'une famille portugaise installée plus confortablement sur des cartons, et, plus mignons encore, deux « vieux » professeurs, Emmanuel Terray - éminent anthropologue -, et Christine Fauré - non moins remarquable chercheuse, historienne du féminisme et de la Révolution -, les deux conversant toutes les nuits, assis sur des chaises, avec leurs plaids...

Il y avait là surtout, Oreste et Lucia, Pierre Loizeau et sa jeune fille Emily, Jean-Paul, Françoise, Bruno, et tant d'autres, la plupart revenant tous les soirs. Parfois, au milieu de la nuit, on pouvait voir la belle Emmanuelle marchant hors de l'église enveloppée d'une grande cape noire...

On avait, vite fait, sorti un numéro spécial de notre « lettre de Maintenant », dont Mamadou nous avait soufflé le titre « Kayit ! » - ainsi, nous expliquait-il, qu'on dit « *papiers* » dans les diverses langues d'Afrique de l'ouest représentées à Saint-Bernard. « *Pour un monde sans papiers* » avait-on sous-titré. L'utopie proposée alors, entretemps devenue une nécessité impérieuse - particulièrement à l'heure des réfugiés -, nous apparaissait déjà comme une évidence.

Quant à la presse, plus efficacement, dans *Libération*, grâce à Dominique Simonnot - profitant, disaient les mauvaises langues, de ce que la direction de son journal était en vacances -, paraissaient six bonnes pages consacrées aux grévistes de la faim, publiant le portrait de chacun d'entre eux.

Depuis le début, cela avait été la force des « *pajoliens* » : ils étaient là en famille, on voyait leurs enfants, craquants, et tout d'un coup cette question, relativement abstraite pour tous, des « *étrangers en situation irrégulière* », prenait corps. En sortant de la clandestinité, en apparaissant avec femmes et enfants sous les spots des caméras, leur humanité éclatait à la figure des téléspectateurs comme des quidam ou des militants accourus. C'est cet énorme exploit qui leur avait donné leur force, et provoqué l'intervention des très distingués « médiateurs » comme la prudence de la Préfecture, qui s'était bien gardée d'intervenir rue Pajol où les sans-papiers étaient restés deux bons mois.

Les grévistes de la faim de Saint-Bernard avaient ainsi des noms, des histoires, des vies, que Dominique Simonnot était parvenue à rendre au mieux, popularisant leur cause bien au-delà encore.

Ce mois d'août 1996 flottait autour de l'église Saint-Bernard, au creux de la Goutte d'or, un parfum de dignité qu'on aura rarement aussi nettement senti sur le pavé parisien. Grande joie qui se renouvelait soir après soir, une bonne quinzaine de jours sous un climat idéal.

Du 22 au 23 août, comme toutes les nuits précédentes depuis des semaines, on était toujours des centaines à attendre là jusqu'au matin. La rumeur courait qu'il y aurait intervention le lendemain - mais ce n'était pas la première fois qu'on disait ça. Au petit jour, c'était confirmé, des paquets de gardes mobiles montant à l'assaut. En premières lignes, on ne voyait parmi eux que des blancs... « La garde blanche de l'Occident chrétien » pouvait-on crier -

inquiets de constater ce scandale jamais dénoncé des curieuses méthodes de recrutement de la gendarmerie.

Malgré la forte résistance passive qu'on opposait, les bastonneurs réussissaient au bout d'une vingtaine de minutes à se frayer un chemin parmi nous jusqu'à la porte latérale - sur laquelle était curieusement cloutée une étoile de David -, qu'ils finirent par exploser à coups de hache comme on sait. Ils étaient également parvenus à ouvrir en grand la porte de devant, et l'évacuation des sans-papiers commençait, en direction du Centre de rétention de Vincennes. Nous étions vaincus.

Mais tout d'un coup, alors qu'on est toujours « nassés » - comme on dit aujourd'hui -, on entend des bruits de manifestation à l'extérieur. Aussitôt que la nouvelle avait été diffusée à la radio des milliers de personnes accouraient du quartier comme de la ville et du reste de la région. Tout ceux qui le pouvaient s'étaient précipités. Et la clameur montait de tous côtés... Rapidement la pression devenait trop forte pour les flics et nous voilà libérés de notre nasse, rejoignant les manifestants de petit matin. Le dispositif policier erratique permettait aux divers cortèges de manifestants, en jouant au chat et à la souris avec les flics dans les ruelles de la Goutte d'or, de se rejoindre arrivant à Barbès.

Quelle énergie dans cette manif spontanée du matin comme on en avait jamais vue ! Le plan était simple : on allait occuper la place de la République et y attendre que se rallient ceux qui n'avaient pas eu la possibilité d'arriver à l'instant même où tombait la nouvelle, certains que la foule ne pourrait que grossir au fil de la journée (on était alors déjà, invraisemblablement, une dizaine de milliers)... Un cordon de CRS barrait la route. On décidait d'avancer, et les CRS, assez désarmés depuis le matin, s'écartaient...

Puis, surprise, en haut du boulevard Magenta, après avoir passé l'obstacle des CRS, on se retrouvait face à un autre cordon, celui du service d'ordre de la CGT... Là, après quelques fortes engueulades et courte bousculade, ce service d'ordre s'écartait à son tour...

On descendait le boulevard Magenta le coeur plein d'une énorme espérance, avec tant d'énergie...

Deuxième surprise, à hauteur de la gare de l'est nous attendait une camionnette de la LCR avec sa sono, Alain Krivine et Léon Schwartzberg. Ceux-ci au micro nous appelaient alors à la dispersion et à se retrouver à 18 heures à République... Ce que les bataillons de CRS et le service d'ordre de la CGT n'avaient pas réussi, Schwartzberg le réussira sans difficultés. En quelques minutes nous étions effectivement dispersés, acceptant à contrecoeur de nous retrouver sagement le soir, pour un cortège République-Nation, le parcours de toutes les défaites...

Mais à 18 heures, il y en avait du monde à République... Le plus étonnant, ce jour-là, c'était de croiser des regards dans la foule, et de comprendre combien on était d'accord. Et en désaccord complet avec le modèle de république raciste qui nous était brutalement proposé. Rien d'idéologique là. Un simple réflexe, un cri du coeur, qui montait de nos voix unanimes.

C'est curieux comment s'écrit l'histoire. La police aurait dit que nous étions « 4 000 »... Vingt ans après, les journaux en comptent à peine 10 000, et Wikipédia n'en recense pas plus de 15 000... On aura oublié de compter nous-mêmes ce jour là, mais le boulevard Voltaire était si dense, les chaînes si serrées... On n'avait simplement jamais vu ça - et pourtant on le connaissait ce parcours, et on en avait vu des manifestations boulevard Voltaire. Ce 23 août, rien de comparable. Une foule compacte et énervée comme jamais. Le cortège, si long qu'il continuait à se former à République quand on avait déjà largement dépassé la place Voltaire, ultra-compact de bout en bout...

Combien de monde y avait-il là ? Ce ne sera pas compté, mais ce qu'on sait c'est qu'à l'arrivée une fraction du cortège désobéira aux consignes de dispersion des organisateurs - la CGT et de la LCR - et poursuivra dans la nuit

au delà de Nation vers le bois de Vincennes au fond duquel gît le centre de rétention qui enfermait les Saint-Bernard. Le Monde écrira le lendemain qu'on était 50 000 à Vincennes - et on ne s'était pas comptés là non plus, mais le chiffre n'était pas invraisemblable, tant il y en avait du monde, là aussi. Bien évidemment il ne s'agissait que d'une petite partie de ceux qui s'étaient rassemblés à partir de 18 heures - ceux qui avaient bravé l'ordre de dispersion.

En fait, ce 23 août 1996, malgré l'été et les « grandes vacances », c'était des centaines de milliers de personnes qui s'étaient retrouvées de République à Nation, avec à leur tête toute la gauche « unie » contre ce gouvernement de droite qui venait de faire une grosse boulette - permettant à Lionel Jospin d'emporter les élections législatives quelques mois plus tard, non sans avoir promis la régularisation de « tous » les sans-papiers...

Pour corriger « l'erreur » historique soufflée par la police et reproduite docilement par la presse, il faudrait à ce point... ouvrir les archives de la police, ou retrouver des films qui permettraient une estimation plus réaliste de cet énorme événement que constituait une telle mobilisation, opérée en quelques heures, en plein mois d'août.

A la surprise générale, des sans-papiers étaient libérés dans la journée, parmi lesquels quelques uns de leurs délégués. Ils avaient aussitôt rejoint la manifestation et prenaient leur place dans l'immense cortège. On savait tous que la dispersion était prévue à Nation, mais au-delà de Nation, il y a le cours de Vincennes, et, au-delà, à travers le bois, on savait qu'on trouverait le fameux CRA. On demande aux délégués des sans-papiers qu'on connaissait leur consigne à eux : « à Vincennes, bien sûr ». Courant au devant du cortège à Nation, on y passait alors le message à tous ceux qui arrivaient. La CGT, prudente, avait dispersé avant d'arriver sur la place, à hauteur du métro rue des Boulets.

La Ligue communiste, plus vaillante, arrivait à son tour sur la place en cortège. Au mégaphone un bonhomme à lunettes expliquait à ces troupes : « le bureau politique a décidé qu'on se disperse ici, pour éviter les débordements ». On pu alors interpeler Krivine : « *Qu'est-ce que tu fous, Alain, quand les sans-papiers appellent à aller à Vincennes ?* » Quelques gros bras de sa garde rapprochée intervenaient, mais les deux tiers du cortège trotskyste choisissaient alors de désobéir au bureau politique, et se dirigeaient à leur tour vers le cours de Vincennes par la porte du trône...

Peu après arrivaient Ras l'front, et les jeunes se concertaient un moment jusqu'à décider d'aller, eux en cortège, vers le bois...

A part ceux-là, de fait pas bien nombreux mais ayant conservé leur banderole, tous avançaient par petits groupes, par bandes d'amis. Je garde moi le souvenir de mon ami Bruno, fracassé par divers accidents de voiture, qui traînera courageusement sa patte sur les longues routes sombres du bois.

On avançait sans connaître le chemin. Aux carrefours, certains avaient des cartes, permettant qu'on ne se perde pas et qu'on arrive à Vincennes où il y avait déjà du monde, beaucoup de monde, mais beaucoup de CRS aussi, tout à fait déterminés à nous disperser - objectif qu'ils atteignirent assez vite, nous inondant de gaz et procédant à des charges si énergiques qu'on partira en courant de peur de se faire massacrer dans les fourrés... Après une course folle dans les bois, on tombait sur une route, et un autobus providentiel qui nous ramènera prestement à Paris.

Souvenirs, souvenirs...

C'était un vendredi. Toute la journée et tout le week-end les tribunaux siègeront sans discontinuer au Tribunal administratif ou au Palais de justice, pour relâcher un par un les plus de 300 embarqués de Saint-Bernard. (Seuls huit d'entre eux auraient subi l'expulsion annoncée pour tous.)

C'est au TA qu'on apprenait par Mariama que son cousin Keita, un des dix grévistes de la faim - qui approchaient là de leur soixantième jour de jeûne -, avait engagé une grève de la soif en arrivant au CRA.

L'histoire ne sera probablement jamais dite - et cette grève de la soif non enregistrée par quiconque. On en recevra confirmation plus tard devant le Palais de justice. Deuxième interpellation de Krivine alors, tentant d'apaiser l'incident de la veille : il fallait informer la presse sur cette grève de la soif - une tel acte ne servant à rien s'il n'était connu. « *On ne dit pas ce qu'il doit penser au chef* », expliquera un de ses gardes du corps en procédant à l'évacuation de l'intrus. « *On est au courant, on s'en occupe* », avait répondu le porte-parole à lunettes du bureau politique, Krivine restant muet comme la veille, pendant que manu militari ses gars le mettaient une nouvelle fois à l'abri de tout débat.

Le lendemain, dimanche, à la Cartoucherie de Vincennes, arrivait, parmi les derniers, Keita, marchant lentement, hiératique - les lèvres blanches et le teint blanchi de même après ce long jeûne prolongé en grève de la soif -, accueilli comme un prince par de belles dames africaines. On imagine qu'en dépit du black out sur sa grève de la soif - Krivine ayant dissuadé Mgr Gaillot d'en parler bien qu'il ait été averti -, c'était lui, Keita, qui avait fini par triompher de Juppé, celui-ci ne pouvant se permettre d'ajouter un mort à son tableau après la terrible attaque de l'église, cette porte fracturée à la hache qui lui avait déjà coûté bien cher.

Est-ce la peine de rappeler que Mnouchkine rendra le plus mauvais service au mouvement en n'acceptant alors d'héberger dans son théâtre que les femmes et les enfants, obligeant les hommes à trouver logements en ville ? Le problème n'était pas tant là - ils en avaient des logements. Mais cette décision entraînait une redoutable catastrophe politique : les Saint-Bernard avaient depuis des mois organisé leur combat en prenant toutes leurs décisions en assemblée générale. Le groupe, jusque-là si inventif, ainsi divisé ne pouvait plus prendre d'initiatives. Juste à l'heure de son improbable victoire, il s'en trouvait ainsi dépossédé.

Pire encore, si possible, alors qu'il était facile d'imaginer que le campement nocturne de l'église Saint-Bernard se transférerait facilement là, sur les vastes pelouses entourant la Cartoucherie, en ce doux mois d'août même pas pluvieux, il n'en sera rien. Après la manifestation du vendredi, il y avait pourtant fort à parier qu'il y aurait là du monde - et qu'on en aurait des choses à se dire. Une micro-provocation policière - un incident sur le parking du théâtre dont on ne saura jamais trop en quoi il avait consisté, ni même s'il avait eu un début de réalité - suffira à la LCR et à Mnouchkine pour décider que personne ne resterait là le soir hormis « *le lundi le SO de Ras l'front, le mardi celui de Sud, le mercredi celui de la LCR...* »

On partira en vitesse avec Bruno faire des courses à Bercy pour en rapporter quantité de PQ et tout ce qui manquait, y compris à manger, car si les militants assuraient ainsi le service d'ordre ils avaient oublié au passage les nécessités vitales, veillant en fait surtout à laisser les Saint Bernard désemparés, sauvés mais "à poil". Etourdis par leur victoire, et hors d'état de reprendre leurs esprits, confrontés à des « alliés » au comportement si incompréhensible, les pajoliens étaient perdus pour la première fois depuis six mois de combat.

C'est la fin de l'histoire. Plus tard, ce « premier collectif de sans-papiers » - vite suivi d'un deuxième et d'un troisième, avec Emmanuel Terray, jusqu'à nos amis du toujours présent 9e collectif -, ces « Saint-Bernard », qui avaient révolutionné pour toujours la conscience des immigrés comme celle du reste du public, trouveront une sinistre salle de réunion rue du Faubourg Saint-Denis, mais le moment de grâce était passé, et le mouvement s'embourbera pour longtemps, ne retrouvant jamais la force qu'ils avaient soulevée là.

ms